

« L'Anarchiste
est la plus haute
expression de l'ordre,
(Bélise Reclus.) »

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE
Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

NI BONAPARTE ! NI BOULANGER ! « LE MESSIE »

La matraque symbole du pouvoir

L'UTILISATION de la légitime et salvatrice colère des masses exploitées, à des fins politiques, et le souci constant de détourner de leur vrai but les revendications et les manifestations, caractérisent les manœuvres de tous les postulants au pouvoir.

C'est d'abord le Badinguet de la IV^e, démagogue s'il en fut, qui amène la masse des petits bourgeois craignant pour leur tiroir-caisse, des vieilles filles rancieuses, des calotins en mal d'autorité « morale », des fils à papa assoiffés de panache et de chauvinisme et de tous les imbéciles qui s'imaginent que l'Histoire marche à reculons.

Les « vertueuses » indignations qui jaillissent de ces foules d'esclaves, et le délire patriotique, cachent en fait les instincts les plus sordides, les haines les plus basses, les volontés de domination les plus stupides, les orgueils les plus ridicules. Et en hurlant « vive la Liberté » ils prient tout leur Bon Dieu que toute liberté soit définitivement bannie.

Mais si on pouvait prendre un par un ces hommes et ces femmes, si on pouvait leur expliquer le pourquoi profond de leurs tourments, sans doute, alors, beaucoup d'entre eux reviendraient de leurs grossières erreurs.

Cette ignorance de la chose sociale est le pivot de toutes les autorités et de toutes les exploitations.

De leur côté, les chefs communistes agissent exactement de la même façon, exploitent les mêmes ignorances, les mêmes volontés mal formulées, et aussi hélas, les mêmes désirs de maintenir les classes parmi les ouvriers, en faisant du contremaître un privilégié vis-à-vis du manœuvre affamé.

Nulle part on ne trouve un appel vraiment humain ! Nulle part nous n'entendons s'élever la voix qui dénonce l'injustice sociale, caractérisée par la hiérarchie des salaires, la richesse des uns et la misère des autres. Au contraire, on fait tout pour laisser entendre que cet état de choses est normal et que, si l'économie se trouve mal en point, il faut s'en prendre à ceux qui gouvernent et non à une structure sociale dont le principe est parfait en soi !

C'est sur cet ignoble mensonge, sur cette escroquerie monumentale que s'axe toute la propagande du politicien en mal de pouvoir — que se disputent maintenant deux larons : de Gaulle et Thorez.

En attendant, les masses revendiquent, font la grève et manifestent. La colère agite tous les coeurs.

Excellente occasion de les « rassembler » par clan, par parti, par tendan-

AU FIL DES JOURS

LES CHIENS DE GARDE

Les policiers allemands « orientaux » arrêtent les policiers allemands « occidentaux » et vice versa !
Les « gardiens de l'ordre » sont les



mêmes partout, qu'importe le maître pourvu que la pitance soit assurée. Décidément le commissariat de police s'identifie de plus en plus aux maisons closes... ou au chenu.

SI VIS PACEM...

Dans Le Saviez-vous ? journal catholique, nous lisons : « La guerre ne doit



pas ensanglanter les lieux où le Prince de la Paix est mort pour les hommes... » (Suite page 2.)

Diplomatie secrète

POUR la onzième fois les Trois ont rencontré Molotov. La comédie continue, et personne ne sait exactement ce que les acteurs de cette farce diplomatique sont en train de nous préparer.

Officiellement on discute toujours pour savoir comment l'imbroglio berlinois sera clarifié, la monnaie « orientale » contrôlée et par qui, et quels seront les votes et moyens les plus indiqués pour ménager les susceptibilités des généraux, le prestige des patries et autres balivernes.

En attendant le « black-out » règne sur le fond véritable des discussions dont Berlin n'est qu'un des moindres aspects.

La diplomatie secrète agit. Elle est toute puissante et se moque éperdument de l'opinion.

C'est ce que l'on appelle le droit des peuples, la démocratie, la liberté. Quatre individus réunis autour d'un tapis vert décideront de la paix ou de la guerre !

Pourtant, et afin de donner plus de poids à certains marchandages obscurs, on fait donner les « masses ». Les manifestations plus ou moins spontanées, d'un côté comme de l'autre, démontrent que le peuple allemand est un jouet entre les mains des « Deux Grands » et, quel que soit le dénouement de la crise internationale il sera inmanquablement sacrifié à des intérêts qui ne sont pas les siens.

Reste maintenant à savoir où va le monde ?

Selon toute vraisemblance, cela est périble à dire, à la guerre. Mais nous ne pensons pas que cette issue fatale soit pour l'imminent, bien que les apparences le fassent supposer.

L'Amérique ne pourra jamais tolérer qu'un concurrent sérieux entrave ses desseins d'hégémonie mondiale.

Or, ce concurrent éventuel, la Russie, n'est pas encore prêt ni pour l'exportation massive, et beaucoup s'en faut, ni peut-être pour la guerre. Nous disons peut-être, car nul ne sait si les Soviétiques n'ont pas déjà mis au point quelque

arme susceptible de contre-balancer efficacement la bombe atomique.

Mais, même si cela était, un conflit d'une telle envergure serait à l'heure actuelle probablement inopportuniste.

Les difficultés politiques que rencontre Staline dans les Balkans ainsi qu'en Pologne, la sourde hostilité des peuples qu'il opprime, l'extrême dénuement de l'Allemagne et de toute l'Europe en général, seraient des entraves et des embûches trop réelles pour risquer une telle aventure.

Quant aux U.S.A., il est certain que la clique militaire serait tout à fait disposée à déclencher le conflit.

(Suite page 2.)

NOUS sommes en marche pour prendre la place de ceux qui nous gouvernent, et ces manifestations cesseront car bientôt nous aurons les moyens de les faire cesser.

Cette phrase prononcée par de Gaulle à Chambéry est tout un programme.

Il veut, et pour lui seul, la place de ceux qui gouvernent. Et il fera cesser les manifestations, toutes les manifestations, sauf celles qu'il ordonnera, qu'il organisera et qu'il fera cesser de brigades d'acclamations spontanées.

De Gaulle le mégalomane, de Gaulle le bouffi d'orgueil, prétend être l'incarnation de tout un peuple, prétend tout savoir, tout prévoir, connaître toutes les sciences !

C'est le « Jeanne d'Arc » de notre époque ! Un « Jeanne d'Arc » qui se contentera de voix tout à fait terrestres... Et qui entend se faire homologuer par la « démocratie » tout comme Hitler le fit !

On n'aurait tout de même jamais cru que le peuple le « plus spirituel de la terre » ait pu accepter d'entendre, d'écouter un homme qui n'est ni Bonaparte, ni Boulanger, mais... Badinguet. Un homme qui dit : « Ceux qui à Dakar ont tiré des coups de canon sur l'homme qui vous parle » ! Un homme qui croit véritablement être le messie !

En France, un mégalomane dangereux amène des foules. Voilà où nous en sommes !

Face à cet histrion qui ne parle que trique et muselière, on ne trouve que mensonges, démagogues et appétit de pouvoir.

C'est-à-dire exactement la même chose sous une autre forme ! De tous côtés les menaces se précipitent.

La force brutale qui se dissimule encore derrière une similitude se démasque. La pérennité du profit crapuleux, de l'autorité hideuse, de l'exploitation de l'homme par l'homme l'exigent.

On ne peut plus cacher les tares et les déréglés qui s'étalent au grand jour. Il faut que la nuit se fasse, et que tous, hommes, femmes et enfants, se courbent sous une impitoyable férule.

D'où qu'elle vienne, la réaction, c'est-à-dire le sauvetage in extremis d'un système usé, vicieux et laid comme un vieillard lubrique, sera la même. Elle écrasera toute les forces saines et jeunes, elle sacrifiera au mythe honteux de l'autorité dégradante, toutes nos espérances !

L'heure de la grande explication est peut-être plus proche qu'on ne le pense.

La sarabande monétaire entraîne dans son tourbillon affolé les dernières chances du libéralisme. Le navire fait eau de toutes parts et le « sauveur » s'apprête à prendre le gouvernail.

Mais le port où il nous mènera ne pourra être qu'un camp de concentration, un camp de mort spirituelle, en attendant la mort tout court au nom de la patrie.

A moins que, dans un ultime réflexe de défense, le peuple saisisse tous ces pantins et les jette par-dessus bord.



THOREZ fourrier du Gaullisme ?

LORSQU'ONT éclaté les grèves de ces jours derniers, elles se sont attiré de la part d'un certain nombre d'ouvriers la réflexion suivante : « La grève ? On a compris maintenant. On préfère que le Syndicat traite directement avec le Gouvernement ! »

C'est là le résultat inévitable de toute la stratégie communiste qui sacrifie les mouvements de grève à des objectifs purement politiques. L'économie est laissée de côté, délibérément escamotée malgré une surenchère démagogique. On conçoit, dans ces circonstances, que la grève sabotée tende finalement à apparaître comme une arme à rejeter, au profit des combinaisons louches des politiciens et des bonzes syndicaux. L'action directe se dissout dans les tripotages bureaucratiques, tandis que le Syndicat se fonde de plus en plus avec l'appareil d'Etat.

C'est ainsi que Thorez apprend de plus en plus aux ouvriers et à tous les travailleurs à ne plus attendre le salut d'eux-mêmes, mais de l'autorité. Il crée une mentalité infantile, plus profonde que le seul infantisme par rap-

port au Parti Communiste, dont le nom se lie d'ailleurs à l'échec des grèves. Il crée l'infantilisme des travailleurs vis-à-vis du général.

On pourrait dire que ce résultat paradoxal échappe à la volonté des hommes du Kominform, qu'il est la conséquence de leur seule possibilité d'ac-

tion. On ne fait pas d'omelette sans casser d'œufs, on n'agit pas sans prêter le flanc à l'ennemi.

Mais voilà que la même tactique se répète à l'Assemblée. On sait que le projet Fontlupt-Esperaber réclamait l'ajournement des cantonales à une (Suite page 4.)

Paix armée !

DES novembre 1945, l'armée belge était reconstituée. Le 25 avril 1945, d'après une déclaration du ministre de la Défense Nationale, cette armée coûtait 6 millions de francs par jour ; fin mai 1948, le même ministre demandait 6 milliards de francs pour le budget annuel de l'armée.

Entre temps, les sinistres éprouvent des difficultés sans nombre pour reconstruire leur maison, les invalides du travail reçoivent des pensions dérisoires et un budget du Musée d'Histoire Naturelle s'est vu ramené de 90 millions à 5 millions.

Une conférence des ministres de la Guerre, s'est tenue à Londres, et comme point final le 23 juin 1948, la discussion générale des budgets des dépenses nationales était close. Au Sénat, les articles relatifs à ces budgets étaient rapidement adoptés.

Nous voici, nous aussi, sur les chemins de la préparation à la troisième guerre. Mais il nous faut souligner un point du débat. Le ministre de la Défense Nationale, dans sa réponse aux divers orateurs du Sénat, qui l'interpellèrent, a été amené à cet aveu significatif : (Suite page 2.)

Le procédé n'est pas nouveau. Il a déjà fait ses preuves. Certes il n'a jamais empêché une brillante carrière dans les « marais républicains », Briand et quelques autres en sont la preuve, mais par contre il a souvent porté un préjudice certain à des ouvriers n'ayant que leur travail pour subsister. Ce qui est nouveau c'est de voir ces procédés de basse police appliqués par un socialiste : M. Jules Moch.

M. Jules Moch, grand dignitaire maçonnique et député socialiste, marche très vite sur le chemin de ses devanciers. Le matraquage des travailleurs ne lui suffit plus. Les lauriers qui firent la réputation de feu Mandel et de son patron G. Clemenceau l'empêchent de dormir. A défaut d'être le « premier fils de France » il s'essaye d'en être le premier « mouchard » et ses listes si elles ne servent pas à son usage personnel, pourront être utilement employées par un gouvernement totalitaire communiste ou gauchiste décidé à se débarrasser de la pensée libre.

Mais, au fait, quelque part, au loin, dans la circonscription de M. Jules Moch, il existe bien des militants socialistes, des francs-maçons, qui avec de Fresnède, Jaurès, Longuet et d'autres, ont de tout temps condamné ces ignobles procédés dont d'ailleurs les travailleurs socialistes de la bonne époque ont été les premières victimes.

C'est pour eux que nous le disons afin qu'ils s'en pénètrent bien.

M. Jules Moch est une jolie fripouille. JOYEUX.

LETTRE DE BELGIQUE

« La farce du Benelux »

Me trouvant en France tout dernièrement, je fus interpellé en ces termes : « Alors, avec ce Benelux, la Belgique, la Hollande et le Luxembourg, ça ne fait plus qu'un ? »

Irrésistiblement je songeais à d'autres formules et d'autres slogans qui furent également pris au sérieux et qui sonnent aujourd'hui comme des refrains

de chansons 1900. « La dernière des guerres », « la boche paiera », ou comme ce mot historique dont on attend la confirmation depuis Louis XIV : Il n'y a plus de Pyrénées !

Pour vous rendre compte à quel point la Hollande et la Belgique sont « un », il vous suffira de franchir la frontière qui sépare les deux pays. Les douaniers qui vous mettront peut-être pas tout nu, mais saurez que la moindre fraude peut coûter très cher. Surtout, pas de devises ! Evidemment, pour les Belges c'est tantant : le florin vaut au marché officiel 16 francs belges et, en réalité (c'est-à-dire au marché noir) environ la moitié. De sorte que pour les Hollandais, au contraire, le change au cours officiel est tout à fait avantageux, et c'est également pourquoi il leur est pratiquement refusé. Aussi, lorsqu'un Hollandais débarque en Belgique, possède-t-il à peu près de quoi payer le tramway qui le conduira chez des relations avec lesquelles il s'arrange. Cela ne change donc pas des habitudes combinées qui règlent actuellement les déplacements hors frontières.

Mais alors en quoi consiste donc ce fameux « Benelux » ? (abréviation de Belgique, Nederland, Luxembourg). En peu de chose en vérité si ce n'est un thème de discours de proclamations et de propagande officielle, apaisée plus exactement « bourrage de crâne ».

En substance « Benelux » ne constitue pas autre chose qu'un accord commercial et douanier comme il en existe un existait entre la plupart des pays. La seule particularité qu'il présente c'est que l'accord entre la Belgique et la Hollande est plus facile, ces deux très petits pays d'importance presque égale étant reliés par des communications très faciles et ayant une langue en partie identique. D'autre part, « Benelux » est un moyen pour ces deux faibles puissances de s'épanouir dans leur lutte contre les grandes nations voisines ou lointaines. Quant au Grand Duché de Luxembourg, avec ses 250.000 habitants, il trouve dans cette entente une illusion de force et de garantie.

(Suite page 2.)



Tu as vu un ohien de fermer à boyer contre un mendiant et la créature s'enfuit devant le roquet ? Eh bien ! tu as contemplé la grande image de l'autorité : un ohien qui est obéi quand il est en fonctions.

Shakespeare.

LES RÉFLEXES DU PASSANT



Une modeste chambre à coucher. Le couple est profondément endormi. Soudain le réveil sonne ; l'homme bondit sur la T.S.F. qu'il ouvre précipitamment. La femme réveille en sursaut, regarde, hébété, le réveil.

La femme. — Es-tu fou ? A trois heures et demie ! Ferme-moi ça et rends-toi.

L'homme (avec emphase). — Nous vivons actuellement un moment historique, c'est un grand jour et une grande nuit ! Quelque chose comme l'aube du grand Soir.

La femme (se frottant les yeux). — Quoi ? quoi ? quoi ! c'est la révolution ?

L'homme. — Pas encore ; mais c'est le match Cerdan-Zale et...

La radio. — Mes chers auditeurs, vous allez entendre battre le cœur de Marcel Cerdan ; au 4^e tou il sera exactement l'heure où le grand champion enfilera ses gants.

L'homme (admiratif). — C'est la renaissance du muscle français.

La femme (mi-méprisante, mi-maternelle). — Tais des bras comme des alimettes.

L'homme (vexé). — Je suis assez costaud pour bouffer mes rentes.

La Patrie poing

La femme. — Ah ! oui, parlons-en de ta malheureuse paye !
La radio. — Zale essuie un dur crochet à l'estomac suivi d'un uppercut à la face qui l'envoient dans les cordes.
L'homme (fier). — Hein ! le muscle français ! Et moi-même tu peux me bécoter ; mais je ne serai pas le dernier contre les gaullistes et dans la rue...

La femme (interrompant). — Evidemment, tu avais de l'allure, avec ta belle pancarte : « Nous voulons une indemnité hiérarchisée ». Et qu'est-ce que tu toucheras en plus quand l'indemnité sera hiérarchisée ?

L'homme. — Rien du tout, ce qu'on réclame, c'est pour les cadres.

La femme (dègue). — Ben alors ! !

L'homme (supérieur). — T'as pas étudié la politique. Et le marxisme...

La radio. — Reçu de nombreux coups dont il semble avoir du mal à se relever quoi qu'il s'agisse de la 5^e colonne, et l'impérialisme américain est capable de gagner !

A ce moment, une panne se produit au poste qui s'éteint.

La femme (soulagée). — Allons ! rends-toi, la boxe, moi, je m'en fous !

L'homme (m'appréhens). — Dormir ! Dormir ! Et sans connaître les résultats ! Ah ! vraiment, t'es pas patriote ! !

LEG.

PAIX ARMÉE !

(Suite de la 1^{re} page)

Quels que fussent les espoirs nés avec la cessation des hostilités, des circonstances indépendantes de la volonté de la Belgique ont fait que ce pays a dû reconstruire la situation de sa défense nationale ; partout on constate une nouvelle course aux armements.

Avec le Pacte de Bruxelles, la Belgique a contracté des engagements ; il faut les tenir, d'où la nécessité de reconstituer une armée.

Cette armée doit prendre une forme nouvelle et le dit ministre invoquant le pacifisme de la Belgique ne manquera pas de déclarer que la phase transitoire étant terminée, il faut réorganiser l'armée.

Il s'autorise encore à ajouter qu'il y a une certaine réputation compréhensible à se préparer à cette éventualité. Divers orateurs des partis avaient marqué, avant lui, que le pays devait se préparer à la troisième guerre.

La Belgique s'est ainsi engagée sur la route du suicide sans que le peuple ait eu le droit et la liberté de se prononcer, tout a été réglé par une commission, le peuple doit s'attendre à de durs réveils.

Lors de la discussion du budget de la défense nationale 1948, devant le Sénat, on entendit un des interpellateurs, le vicomte Cossée de Maulde, ancien président de la Commission militaire, déclarer : « La Belgique doit avoir l'armée de ses moyens ; ces moyens en hommes sont considérables, les moyens financiers sont limités. »

« La Nation doit consentir à payer pour la sauvegarde de son indépendance une prime d'assurance raisonnable certes, mais suffisante pour ne pas être illusoire. »

« A aucun point de vue, la Belgique ne peut se permettre d'aligner à nouveau une armée de six cent mille hommes, équipés de tout l'armement moderne, le pays est incapable de supporter une charge semblable ; économiquement, il en serait complètement paralysé ; financièrement, il en serait ruiné, étant donné le coût exorbitant de ses armements. »

Ainsi donc, la Belgique s'avoue limitée pour réarmer son armée. Cela veut dire que pour suivre le courant de cette folle course au réarmement elle se trouve handicapée, financièrement, et comme il faut s'attendre à ce que le coût de ces nouvelles armées de guerre ne cessera d'augmenter, on se trouvera devant ce dilemme : n'être pas à la page, ce qui signifiera défense nationale déficiente ou alors charges nouvelles et onéreuses, que devra supporter le peuple. Telle est la force de cette fameuse prime d'assurance que proposent les porte-paroles du nationalisme et des trusts d'armements.

DE L'AJISME A L'ANARCHIE RASSEMBLEMENT NATIONAL

Du 6 au 12 septembre vient de se tenir à Rosendaël près de Dunkerque le Rassemblement national 1948 du M.L.A.J. Depuis 4 ans déjà, chaque été, les ajistes venus de tous les coins de la France se réunissent et discutent plus longuement, plus calmement et mieux qu'ils ne pourraient le faire dans un Congrès de 2 jours, des grands problèmes qui se posent à l'ajisme.

A la fin de ces larges semaines d'étude, des rapports de chaque commission sont adoptés puis diffusés par le centre national à tous les groupes pour servir de bases de discussions dans les groupes, les assemblées départementales et régionales.

Ainsi les délégués au Congrès national peuvent venir avec des mandats précis sinon impératifs et en tout cas le terrain précédemment débattu permet des débats d'un bien meilleur tenus.

Cette année le Rassemblement de Rosendaël regroupa près de 150 délégués venus de tous les coins de France et des colonies (nous y avons rencontré avec joie quelques camarades étrangers : Belges, Allemands).

Pour couper les débats et nous permettre de nous détendre, une ballade en mer eut lieu le jeudi. Ballade qui, de l'avis de tous, fut trop courte.

Le dimanche, inauguration officielle de l'A.J. de Rosendaël gérée par le groupe de Dunkerque. Discours. Drapeaux, etc., le mauvais côté de la vie des militants !

Pour ces rassemblements, les conditions matérielles sont très importantes mais il est presque impossible qu'elles soient parfaites : nourriture, couchage, terrain de camp, vastes locaux pour les repas, les séances plénières et les comités.

Nous passerons rapidement sur les travaux de ce Rassemblement, le centre devait faire parvenir dans la semaine les

Chez les autres...

JESUITISME

Dans l'Aube, M. Maurice Schumann s'adresse au gouvernement et...

« Le supplie de ne pas se laisser acculer à compenser les augmentations de prix et de charges par une hausse des salaires. »

Quand, d'une part, comme M. Schumann, on « gagne » dans les 100.000 fr. par mois, et que, d'autre part, des milliers de gens crèvent de sous-alimentation, il y a des choses que l'on devrait avoir la pudeur de ne pas écrire...

ECUEIL

...D'autant plus qu'un peu partout, dans la presse, on peut lire ces extraits du discours de M. Queuille :

« Promettre une augmentation des salaires actuellement serait une véritable escroquerie. »

Et M. Queuille ne veut pas commettre de ces escroqueries-là. Tout, mais pas ça ! C'est un optimiste.

Il ajoute :

« J'ai d'ailleurs confiance dans la classe ouvrière de mon pays. »

La classe ouvrière du pays de M. Queuille répondra comme il se doit à cet hurluberlu.

LA VOIX DE SON MAITRE

LES ECHOS

Certains milieux estiment même que la présence de représentants communistes dans un ministère serait un gage de paix sociale et que tout, en définitive, y compris nos baillères de fonds d'outre-Atlantique, en tireraient avantage.

Il faut traduire :
— Paix sociale = interdiction de faire grève = C.G.T. aux ordres du gouvernement à participation communiste.

— Avantages = production, production et production.
— Comme au temps où les cocos avaient des portefeuilles.

— On ne perd pas le nord dans « certains milieux ».

P. S. — Nous serions curieux de connaître le nom de « l'inspirateur » de cet article.

LE PARTI

COMMUNO-AMERICAIN

Dans l'Humanité, cette surprenante déclaration de Momot, fils du peuple :

« Le Parti communiste ne serait pas adversaire « dans certaines conditions, du plan Marshall. »

Ne trouvez-vous pas que tous ces échos ont un air de famille ?

SORIDES COALITIONS

P. Commin dans le Populaire a entamé une polémique avec « l'hérétique » repenti qui a nom Pierre Hervé. Il profite de l'occasion pour dire ses quatre vérités au P.C.F. :

« En pratiquant une politique du pire, en s'associant avec les anti-républicains (R.P.F.-P.R.L.) pour interdire à l'importance quel gouvernement de vivre, il ne peut prétendre défendre les intérêts de la classe ouvrière. »

Hervé dans l'Humanité ne cache pas à « l'étourdi Pierre Commin » ce qu'il pense de la politique de la S.F.I.O., politique qui...

« N'est possible que grâce au double concours des politiciens socialistes et des aventuriers gaullistes : »

Hem DAY.

BENELUX

(Suite de la 1^{re} page)

Pour le reste, rien n'est changé. « Benelux » a la consistance d'une marque de savon ou d'aspirateur mais signifie quelque chose de beaucoup moins réel. Chacun des Etats compris sous ce vocable reste intégralement « souverain et indépendant », guidé chacun par son intérêt égoïste et possédant chacun sa monnaie, sa police, son armée et tout le reste.

En bref, l'alliance Belgo-Hollandaise-Luxembourgeoise ne dépasse en rien les anciennes « Sainte-Alliance, Triple-Alliance, Ententes cordiales et autres figures du jeu politique international. Autrement dit, « Benelux » prend place dans les rayons où sont déjà rangés les quatorze points du Président Wilson et

le répertoire des traités établis sous l'égide de la défunte Société des Nations ou l'agissante Organisation des Nations Unies !

Tout cela ne serait que dérisoire, si ce n'était à la fois si malfaisant. Que les chefs d'Etat et leurs séqueles fassent des traités et proclament leur indéfectible et traditionnelle amitié, après tout, c'est leur métier ! Le malheur c'est qu'il se trouve de pauvres bourgeois pour y croire et pour s'imaginer du même coup que leurs maîtres travaillent à l'établissement de la paix tandis qu'ils marchent à la guerre.

Car il n'y a de paix que celle que feront les peuples en dehors et contre les souverainetés d'Etat.

ERNESTAN.

AU FIL DES JOURS

(Suite de la 1^{re} page)

...PARA BELIUM

Et plus loin, on nous apprend que Mme Leclerc a remis à Mgr. Broucheux, évêque d'Amiens, une enveloppe ayant appartenu à son général de mari et contenant 8.000 fr.

Il faut bien qu'il y ait des généraux.



n'est-ce pas ? sinon il n'y aurait plus de guerre ! De Gaulle et moi-même. Quand au Prince de la Paix, du haut de son nuage il doit bien rigoler !

PRECAUTION

Dans ce même journal, nous lisons que Robie a fait don de son maillot de bain à Ste-Anne d'Auray...



Moi, j'ai envie de lui faire don de mon stilet. Peut-être me protégera-t-elle contre les fautes de français...

SOLLICITUDE

A Agay, les « autorités » militaires ont réquisitionné un palace pour les officiers et un hôtel pour les sous-officiers.

Et les ambulances sont utilisées pour aller au ravitaillement à Cannes ou Saint-Raphaël.

Pan ! sur le bec aux détracteurs des crédits militaires ! Voilà la preuve qu'ils ne sont pas gaspillés. Car il leur faut du renvoi à ces braves officiers. Chacun sait qu'envoyer les autres au casse-pipe est un métier éternuel...

SOLLICITUDE (suite)

Pour les nombreuses tournées électorales de De Gaulle, on a réquisitionné d'importantes forces militaires et toutes les forces de police.



les policiers, comme à Drammont par exemple, dans le Var. Quand on vous dit que la « démocratie » est le meilleur rempart contre le fascisme...

NUANCES

On sait qu'on début de ce mois l'U.R.S.S. a décidé de passer une commande de machines-outils pour une valeur totale de 12 millions de livres. L'Amérique, en effet, refuse de lui livrer ce matériel, sur ce, gros émoi à Washington.

Pourtant M. Hoffman, administrateur du Plan Marshall, ainsi que d'autres hauts fonctionnaires américains insistent sur la nécessité de développer les

elle traduit leur entente sur le fond des problèmes.

Si, d'une part, il est assez amusant de voir les socialistes accuser les cocos de coalition avec les réactionnaires qui siègent à leurs côtés au gouvernement, d'autre part, le P.C.F. qui réclame à cor et à cri, quelques portefeuilles, est mal placé pour le reprocher à la S.F.I.O., d'autant plus qu'il a provoqué la collusion social-gaulliste en flammant le cabinet Schuman par terre.

Donc, Hervé et Commin ont raison tous les deux. Alors, pourquoi s'engueulent-ils ?

R. CAVAN.

déchanges entre l'Europe occidentale et les pays se trouvant à l'Est et sous l'influence de l'U.R.S.S.

Qui mais, la Pologne, la Tchécoslo-



vaquie, la Bulgarie, ne sont pas l'U.R.S.S., voyons !

Nuances et distinctions...

ET SOUPLESSE

La firme britannique qui se charge d'équiper la commanderie de l'U.R.S.S. (parallèle à l'objet de l'attention constante de l'E.C.A. Et on fait remarquer à ce sujet que jamais il n'a été publié de listes officielles des articles prohibés à l'exportation afin de laisser toute la souplesse à l'application de la politique économique qui doit tenir



compte des circonstances particulières à chaque cas.

Autrement dit : il est interdit d'exporter des canons ou des machines-outils destinés à l'exportation, mais tout le monde ignore cette interdiction, jusque et y compris M. Attlee ! Souplesse... souplesse...

DEMENTI

ET CONFIRMATION

M. W. Lord, directeur commercial de la compagnie « Craven Brothers Limited » a démenti les rapports selon lesquels cette compagnie aurait passé un contrat de 12 millions de livres avec l'U.R.S.S.

« Nous n'avons passé aucun contrat pour une somme aussi considérable avec qui que ce soit », a-t-il répondu.

Ce qui ne veut pas dire que ladite firme n'ait pas passé plusieurs contrats de 2 ou 3 millions. Evidemment ! A partir d'une certaine somme, il est d'usage en Angleterre, de prévenir le gouvernement. Par politesse. Car toutes les firmes sont libres de passer des contrats avec l'U.R.S.S. sans avoir besoin de l'approbation gouvernementale.

Bien sûr ! Et c'est normal ! Le diktat de M. Attlee, sert à boucher les salaires, favoriser le « commerce » international, et prépare... la Paix !

Souscriptions de "PLUS LOIN" transférées au Libéraire

(SUITE)
Blanchong, 55 ; Wulfer, 55 ; Filchate, 55 ; Neveu, 150 ; Papillon, 55 ; Zouckerman, 55 ; Marquaire, 55 ; Bassa, 55 ; Ventura, 150 ; Carod, 55 ; Abezi, 55 ; Devines, 55 ; Reebout, 55 ; Soloviev, 55 ; Seyolle, 55 ; Gaudon, 55 ; Cannac, 150 ; Togabens, 150 ; Cabertany, 55 ; Veronée, 55 ; Gadet, 55 ; Barac, 55 ; Métral, 55 ; Moni, 55 ; Muroz, 55 ; Pansan, 55 ; Gibert, 55 ; Woerrey, 55 ; Ponchel, 150 ; Bellin, 150 ; Giordani, 55 ; Baldi, 150 ; Saulnier, 150 ; Villagosa, 55 ; Cohn, 150 ; Lansac, 55 ; Parmentier 55 ; De Cuers, 55 ; Bacca, 55 ; Sahun, 55 ; Leleup, 55 ; Leblanc, 55 ; Rivers, 55 ; Morvén, 150 ; Moreau, 55 ; Sanguier, 150 ; Monfort, 55 ; Crieis, 55 ; Toledo, 55 ; Hernandez, 55 ; Richard, 55 ; Woerrey, 55 ; Legros, 55 ; Planson, 150 ; Michaud, 55 ; Cuscac, 55 ; Landureau, 55 ; Sarran, 150 ; Dubed, 55 ; Fugier, 150 ; Martinez, 150 ; Masse, 55 ; Labaye, 150 ; Valaisson, 55 ; Theron, 150 ; Muren, 150 ; Mora, 55 ; Cedo, 55 ; Maur, 55 ; Moreau, 55 ; Sidoine, 150 ; Pontems, 150 ; Gruyère, 150 ; Garon, 150 ; Guiraudet, 55 ; Moniaga, 55 ; Moyse, 55 ; Poupeau, 150 ; Moise, 55 ; Plaisant, 55 ; Vast, 55 ; Giraud, 55 ; Runcos, 55 ; André, 150 ; Kernabon, 150 ; Yayne, 150 ; Faure J., 55 ; Dr. Gombert, 55 ; Pettier, 110 ; Borsot, 150 ; George, 55 ; Faber, 55 ; Pacon, 55 ; Pam, 55 ; Abriet, 55 ; Gallego, 150 ; Arbousse, 55 ; P. Coussinier, 55 ; P. Coussinier, 55 ; Dorge, 55 ; Bouye, 150 ; Mercier, 55 ; Estrel, 55 ; Burot, 55 ; Raslégu, 55 ; Courcelles, 55 ; Baleau, 55 ; Carod, 150 ; Richard, 55 ; Huet, 55 ; Malbène, 55 ; Martinez, 55 ; Dervieux, 55 ; Genievier, 55 ; Ruiz J., 55 ; Duclaux, 55 ; Martin, 150 ; Fernandez, 55 ; Azema, 55 ; Cluset, 150 ; Camus, 150 ; Delp, 150 ; Pajol, 55 ; Hemy, 55 ; Arru, 150 ; Michel, 55 ; Laurent, 150 ; Moine, 150 ; Berthel, 140 ; Prévost, 150 ; Mathieu, 55 ; Escaillet, 55 ; Deruel, 55 ; Guillot, 150 ; Comery, 150 ; Palex, 55 ; Salvador, 150 ; Maglione, 55 ; Masneuf, 55 ; Techeux, 150 ; Dewableux, 150 ; Victoire, 150 ; Gomban, 150 ; Maltre, 55 ; Asisido, 55 ; Carreau, 55 ; Allaire, 55 ; Ortega, 55 ; Remy, 150 ; Pantois, 150 ; Leroux, 150 ; Crowet, 150 ; Martin, 55 ; Bassi, 150 ; Cavan, 150 ; Martin, 55 ; Bonetto, 150 ; Gravit, 70 ; Morais, 55 ; Mr. Minou, 150 ; Bundo, 55 ; Mattel, 55 ; Hahoue, 55 ; Compain, 55 ; Veron, 55 ; Solberger, 150 ; Dr. Guernier, 55 ; Munsch, 45 ; Fournier, 55 ; Guérard, 55 ; Millet, 55 ; Serignac, 55 ; Hounon, 55 ; Genger, 150 ; Poullatier, 55 ; Guier, 70 ; Dr. Pierrot, 150 ; Poyer, 150 ; Girod, 150 ; Marcon, 55 ; Vitalis, 55 ; Scarcellaux, 150 ; Mouchot, 55 ; Combis, 55 ; Guillen, 55 ; Le Gern, 55 ; Choquet, 55 ; Buisson, 150. (Fin)

Tous les militants et sympathisants de Nantes et de la Loire-Inférieure sont priés d'être présents à partir du 24 septembre à chacune de nos réunions du vendredi, de 19 à 20 heures, au groupe du Centre, 33, rue J.-Jaurès. Très important.

Nantes

Il est demandé à tous les militants et sympathisants — isolés — de la Loire-Inférieure et des régions limitrophes de se mettre dès aujourd'hui en relations avec le secrétariat régional, 14, rue de Metz, R. Favy, 12, rue de Metz, Nantes. Très important.

6^e REGION

Tours. — Les militants du groupe sont invités à assister à la réunion du groupe qui aura lieu le mardi 26 septembre, à 20 h. 45, au lieu habituel.

8^e REGION

Saint-Etienne. — Groupe Libéraire Sébastien-Faure : Réunion, chaque jeudi, à 20 h. 30, 5, rue de la Barre, Local habituel.

Lyons. — Libre Examen : permanence chaque samedi, de 16 à 18 h., au siège, Café du Bon Accueil, 71, rue de Bonnel. Déroulans, seuls les réunions du groupe ou causeries seront annoncées au Lib.

10^e REGION

Toulouse. — Réunion du groupe Bientre et Liberté tous les mercredis à 21 h. au 4, rue de Belfort, 2^e étage.

Toulouse. — Groupe Fernand-Pelloutier. Réunion tous les 2^e et 4^e vendredis de chaque mois à 21 heures. Brasserie des Sports, boulevard de Strasbourg.

12^e REGION

Marseille. — Les camarades anarchistes sympathisants, lecteurs du « Libéraire », des quartiers désignés ci-après : Les Crotes, Le Canet, Saint-Maurons, Saint-Lazare, avenue d'Arc, boulevard Oddo, boulevard National, boulevard de Paris, boulevard extérieur Belle-de-Mai, sont priés de se mettre en relation avec le camarade Baffonné pour la formation d'un groupe anarchiste dans le quartier désigné. Pour tous renseignements, s'adresser à la Fédération, 12, rue Pavillon, ou chez le camarade Baffonné-Toussaint, 195, avenue d'Arc.

Nico

Le groupe se réunit le premier et troisième jeudis de chaque mois au café de l'Univers, bd J.-Jaurès, à 21 heures. Sympathisants et lecteurs du « Lib » réveillés, et venez soutenir notre action.

13^e REGION

Afrique du Nord. — Pour tout renseignement et coordination de la 13^e Région, adresse suivante : Bernabé Serge, rue des Sports, H.B.M., Et. H., 5^e étage (Jardin d'essai).

Alger (Bad el Oued). — Permanence ! Brasserie « La Cigogne » (arr. Nelson), tous les mercredis, de 18 h. à 19 h. Bibliothèque et librairie. Le dernier dimanche de chaque mois, réunion générale du groupe.

Brest

Groupe d'Etudes Sociales. Réunion de tous les adhérents, sympathisants, lecteurs du « Libéraire », le dimanche 26 septembre, à 9 h. 30, au local de la C.N.T., porte Fatral.

La présence de tous est indispensable ; l'organisation de la propagande hivernale sera à l'ordre du jour.

Boulogne

Le premier vendredi de chaque mois,

CULTURE ET RÉVOLUTION

Problèmes essentiels

LE MAXIMUM VITAL

Le monde moderne nous offre l'éblouissant spectacle d'une richesse extraordinaire. Les artères riches des grandes cités sont magnifiquement illuminées, les magasins débordent d'objets et de produits de toute sorte, des éclairages savants donnent un aspect féérique à la moindre vitrine. La circulation est dense, une activité fébrile règne partout et le promeneur, décidé à ne pas considérer que ce qu'il voit, peut conclure que le luxe et l'abondance sont devenus choses communes.

En fait il ne s'agit que de l'étalage d'un luxe insolent, cynique, dont peut jouir une minorité, grâce à l'exploitation de la majorité.

Si l'on mettait en regard les formidables besoins élémentaires et les richesses existantes, on s'apercevrait que les objets de luxe sont non seulement insuffisants, mais constituent un défi au bon sens.

Pour quelques grands boulevards, pour quelques « Champs-Élysées », il y a des milliers de Saint-Denis. Pour quelques fourrures de zibeline, quelques tonnes d'orfèvrerie, quelques porcelaines de Sèvres, quelque maroquinerie de luxe, des millions d'individus ne possèdent aucun vêtement décent, utilisent des couverts en fer blanc, des portefeuilles en carton et de la vaisselle ébréchée et jaunée.

Et l'on pourrait citer encore des milliers d'autres exemples.

ses produits face aux millions d'êtres démunis du nécessaire. L'art, sous cette forme, est aujourd'hui un luxe insolent.

Et c'est parce que la misère et les privations sont choses courantes dans les milieux ouvriers, que les belles dames peuvent s'orner de rutilants bijoux.

Et une question se pose immédiatement : La société actuelle serait-elle assez riche pour permettre à chacun de s'offrir un tel luxe ?

Nous pouvons répondre par la négative, sans hésitation.

Le maximum vital ne pourrait donc signifier, dans la société libérale, l'extension à tous du mode de vie actuel de quelques gros bourgeois. Pour atteindre un tel stade de richesse, l'humanité a encore un bien long chemin à faire.

Avant de songer à multiplier les bijoux et l'orfèvrerie, avant de donner à chaque femme, des regards argentés, les hommes devront s'atteler à des tâches plus urgentes.

Mais il ne faudra pas, pour autant, tomber dans une uniformité monotone, ce qui serait en contradiction formelle avec les besoins humains les plus évidents.

LES LIVRES

VIPÈRE AU POINT

Il est des sujets que la morale des bien-pensants se refuse à aborder, des sujets qui nous touchent presque tous, et pourtant que nous nous sentons capables d'aborder, ne fût-ce qu'un instant. Nous avons en nous des espaces humains qui nous donnent la nausée et pourtant que nous vivons et que nous avons le droit de vivre. Reconnaitre ce droit, c'est se libérer.

C'est ce que l'auteur développe s'il m'avait été donné de préface le violent livre de Hervé Bazin : « Vipère au point ». Figurez-vous trois enfants, élevés par une grand-mère pleine de bonté dans un manoir paysan. Le grand-père, mort, la mère revient avec le père. Le père, militaire, s'adonne dans son refus d'accorder aux enfants leur personnalité, dans ses multiples inventions pour les brimer, les écraser ; la mère qui veut dominer et le père faible, mou, lâche. Le tout enrobé dans l'atmosphère irrespirable des vieilles familles d'Edouard, la respectabilité crasseuse de la province.

Jean, dit Brasse-Bouillon, se forge dans le combat contre la mère, affirme sa volonté d'exister en face de cette puissance sournoise qui veut l'absorber. Il est l'ennemi de l'assassinat, par accident, les trois frères sont complices, même Grognette le Mouchard. Peine perdue : elle demeure « incroyable ». Mais les enfants se font hommes, tandis qu'elle voit poindre avec terreur le jour où ils vont lui échapper.

El Jean s'en va, le cœur rempli de révolte, grâce à la mère, avec, au point, la Vipère, symbole de ce serpent qu'il avait étranglé quand il était bébé, de la mère qui l'avait voulu étouffer entre ses doigts d'enfant, de la haine, du désespoir, de la respectabilité écrasée. « Vient, ma mère, je suis celui qui marche, une vipère au point ».

En vérité, celui qui refuserait de reconnaître dans ce livre tout l'un des secrets de son âme, celui-là serait un débile ou un hypocrite.

(1) Grasset, éditeur.

Que cette uniformité soit imposée un certain temps par des circonstances économiques sévères et indépendantes de la volonté humaine soit.

Mais que rapidement chacun, dans son métier, s'ingénie à varier les couleurs, les qualités, les formes, sera une impérieuse nécessité.

Et nous sommes certains que cela se fera spontanément et beaucoup plus facilement, avec beaucoup plus d'originalité que sous la contrainte du profit.

Le besoin de la recherche, du perfectionnement, est aussi réel que le besoin du beau et de la diversité.

Mais pendant une période que nous ne pouvons évidemment pas déterminer, il faudra se plier à une certaine contrainte.

Dans la « Conquête du Pain », Kropotkine nous dit : « Que la ville s'applique sur-le-champ à produire ces choses qui manquent aux paysans au lieu de façonner des colifichets pour les bourgeois... »

Depuis l'époque où il écrivait ces lignes, les progrès matériels ont été prodigieux. Mais les besoins ont augmenté dans les mêmes proportions, et l'écart n'a pas été comblé. Peut-être même s'est-il agrandi !

La parole de Kropotkine reste valable.

Nous l'ignorons d'ailleurs toujours dans les mêmes bâtisses qui ne tiennent plus debout, et qui étaient neuves de son vivant !

Que de retard ! Que de vides à combler !

Lorsque naîtra la société libérale, un inventaire de biens existants sera nécessaire, afin d'établir le passif et l'actif de la défunte société.

Le passif le plus lourd est sans conteste, le délabrement des locaux d'habitation. L'actif : une industrie, qui, pour vieillie qu'elle est, ou qu'elle sera, pourra encore être utile pendant longtemps. Un circuit distributif organisé, et les transports.

Il faudra alors mener de front le grand œuvre de la reconstruction et la production des biens d'usage et des biens de consommation dans le maximum de diversité.

C'est alors qu'apparaît la notion de « maximum vital », ou, si l'on préfère, d'égalité économique par le haut. Ce qui signifie : un partage équitable de toutes les richesses produites en commun.

Mais ce qui ne signifie pas, et ne signifie jamais, l'imposition de telle quantité déterminée à l'avance, d'un tel produit. Cette basse interprétation du socialisme n'est pas autre chose que la négation de cette liberté essentielle : celle du choix. Vouloir imposer à tous la même somme de produits sous prétexte d'égalitarisme, c'est vouloir faire de la société une caserne, une tanière.

E. A.

Classique de l'Anarchie

Les besoins de luxe

CERTAINEMENT aujourd'hui, lorsque les âmes humaines, par ce charbon, de vêtements et d'abri, le luxe est un crime : pour le satisfaire, il faut que l'enfant du travailleur manque de pain ! Mais dans une société où tous mangeraient du feu, les besoins de ce que nous appelons le luxe aujourd'hui ne seraient que plus vifs. Et, comme tous les hommes ne peuvent pas, et ne doivent pas se ressembler (la variété des goûts et des besoins est la principale garantie du progrès de l'humanité), il y aura toujours, et il est désirable qu'il y ait toujours des hommes et des femmes dont les besoins seront au-dessus de la moyenne dans une direction quelconque.

Le paysan décore sa chambre avec une image d'Épinal, et si son goût se développait il voudrait avoir une belle gravure. Aujourd'hui, celui qui a des besoins artistiques ne peut les satisfaire, à moins de se trouver héritier d'une grande fortune ; mais, en travaillant ferme et en s'appropriant un capital intellectuel qui lui permettra de prendre une profession libérale, toujours a-t-il l'ESPOIR de satisfaire un jour plus ou moins ses goûts. Aussi reproche-t-on d'ordinaire à nos sociétés communistes idéales d'avoir pour unique objectif la vie matérielle de chaque individu. « Vous aurez peut-être le pain pour tous, nous dit-on, mais vous n'aurez pas dans vos magasins communaux de belles peintures, des instruments d'optique, des meubles de luxe, des parures ; bref, ces mille choses qui servent à satisfaire la variété infinie des goûts humains. Et vous supprimez, par cela même, toute possibilité de se procurer quoi que ce soit en dehors du pain et de la viande que la commune peut offrir à tous, et de la colle grise dont vous allez vêtir toutes vos citoyennes... »

La Commune anarchiste serait-elle entraînée dans la même voie ? — Évidemment non ! Pourvu qu'elle comprenne et cherche à satisfaire toutes les manifestations de l'esprit humain en même temps qu'elle assure la production de tout ce qui est nécessaire à la vie matérielle.

Pierre KROPOTKINE.
« La conquête du pain ».

Oui, ce fut un drôle de rêve ; un rêve comme on en fait rarement...

Au fond d'étranges ténèbres, des hommes attendaient. Ils étaient nombreux ; infiniment nombreux et leurs masses confuses s'étendaient comme une mer sans limites. Seuls, les visages émergèrent ; des visages tous semblables, taillés dans la même chair, blêmes, figés, froids. Les regards étaient fixes, les gorges serrées.

Ils ne savaient pas au juste pourquoi ils étaient là et cherchaient à se faire une opinion là-dessus. Parce que tout à l'heure, ils allaient passer quelque chose... Et les jambes étaient molles, et les mains moites et les casques écrasants les crânes. Tous sentaient peser, lentement, sournoisement, quelque chose de lourd et d'inexistait tout à la fois, quelque chose d'indéfinissable qui venait d'en haut, de droite, de gauche, qui s'accrochait aux mollets, aux cuisses, tombait sur les épaules, s'imposait et les courbait.

Alors, lentement, se formèrent d'autres visages. Ils naissaient, on ne sait trop comment, de magmas fuligineux, d'ombres chaotiques, de masses livides. Certains étaient vagues, plats et visqueux ; d'autres, informes ou pointus et rigides, ou encore tout petits, gros comme un poing usé, et aussi bosselés et noueux. Il y avait des nez bizarres, des bouches édentées, et des bouches féroces, des lèvres violacées, des rictus figés ; il y avait des yeux grands ouverts qui cherchaient dans la nuit et qui étaient glauques comme les eaux vertes qui pourrissent ; il y avait des yeux petits, clinquants et malsains qu'embaïssaient des lueurs équivoques.

Brusquement, ces visages se démultiplièrent et rapidement chaque homme en eut un collé à son oreille.

Un sourd murmure envahit les noirs espaces.

Les faces parlaient : « ... Il ne faut pas, petit... Souviens-toi ! Tu sais ce que tu as promis ? On compte sur toi ! Sois courageux ! »

Les faces s'agitaient, accrochées, obstinées, volontaires, comme des ventouses. Mais ce qui tout à l'heure pesait, pesait encore maintenant.

Alors un mot partit : un mot feutré et plein d'accusations, lourd d'abandons, de renoncements et de toutes les haines ; un mot qui était mou, flasque et puant, un mot qui semait l'effroi tant il était affreusement lent.

La peur ! La peur ! Maintenant démasqué, il frappait à grands coups les cœurs serrés, bondissait, victorieux et hideux, d'un homme à l'autre et lacrait les muscles.

Douloureusement, les hommes se redressèrent. Leurs os craquaient et leurs chairs, affolées du désir de vivre, tremblaient.

Les faces parlaient, parlaient... Elles promettaient tant de belles choses ; elles rappelaient tant de serments solennels !

« ... Et quoi ! Mourir en plein ciel de faim, n'est-ce pas là un destin magnifique ? »

La peur ! « ... Va ! Illustre-toi ! Tu seras décoré ! »

La peur ! La peur ! « ... A l'école, on t'a pourtant appris qu'il faut savoir mourir pour la Patrie ! »

« ... Tu sais bien que Dieu te protège. »

« ... Si tu reviens avec les galons de sergent, je serai ta maîtresse ! »

« Va ! Va ! Tu trouveras chez l'ennemi des femmes et de l'or ! »

La peur ! La peur du crime ! La peur de mourir !

Non ! Courage ! En avant ! Le moment était venu ! Un cri énorme s'éleva. Un cri tendu comme une lame, douloureux, aigu, continu, et qui se vifillait jusqu'à la fibre.

Alors la masse s'ébranla. Les hommes aux jambes molles couraient et leurs pauvres têtes vides ballottaient.

On ne pouvait plus l'aire autrement. On était trop avancé, on avait trop promis, on avait trop eu confiance, et on partait avec l'espoir de trouver quand même quelque chose, un bout de ruban, une femme à violer, une citation... Et puis, par-ci par-là, quelques uns hurlaient et couraient plus fort, plus vite. C'étaient les fous, les fureux, les héros. On les suivait.

Les hommes disparaissaient et il n'y eut plus rien que de vagues lignes qui se cherchaient pour s'accomplir.

Le rêve hésitait.

Alors apparut une bête. Puis un trou, long et rectangulaire. Un trou qui n'en finissait plus, au fond duquel, sagement, s'alignaient des corps tordus.

Le soldat ouvrit les yeux et les ferma. La lumière l'éblouissait et les restes encore de la nuit du sommeil pesaient sur ses paupières. Il fallait faire un effort pour sortir de cette torpeur qui tairait de lui une masse inerte, cette torpeur délicieuse qui paralysait sa pensée, sa volonté et s'opposait au moindre geste de ses membres alourdis.

Il était bien profondément bête. Mais depuis combien de temps dormait-il ? Depuis une heure, un jour, un mois ? Que s'était-il passé et pourquoi éprouvait-il ce bien-être inconnu ?

La lumière chaude le caressait doucement comme une femme amoureuse ; lentement, insensiblement elle le rappelait aux cris de la vie, s'imposait.

Le soldat ouvrit les yeux.

Et le ciel nu s'offrit d'un coup dans sa stupéfaction uniforme.

Il y avait tellement longtemps qu'il ne l'avait plus vu !... Tellement longtemps qu'il s'en souvenait à peine ! Et pourtant il lui appartenait ce ciel, comme il appartenait à tous ceux qui aiment...

Mais pourquoi fallait-il, en ce moment si doux, que sa pensée remuât de noirs souvenirs ?

Le cauchemar revivait. Morceau par morceau, il se reconstruisait dans sa conscience, s'élevait, s'échafaudait. Et il apparut d'un seul bloc sans fissure, net et dur comme la vérité.

Et maintenant, c'était sa mère qui lui parlait, et puis son père, son maître d'école et le curé de sa paroisse.

Tous se pressaient dans sa mémoire, se bousculaient, l'assaillaient de questions, de reproches, lui rappelaient son devoir. Tous, Ceux-là et les autres, les innombrables fantômes qui lui avait croisés dans la vie et qui répétaient les mêmes choses, les mêmes mots, les mêmes

phrases dans un murmure universel, un murmure qui était partout, qui s'étendait, se gonflait, effroyablement et éclatait dans un déluge de fer.

C'était un engrenage. Un engrenage monstrueux, invisible, sournois, et d'une force telle qu'il prenait tous les hommes dans ses dents, et que tous les hommes pensaient et croyaient que c'était le destin, le devoir, l'honneur.

Le soldat prit sa mitrailleuse et partit. L'heure était propice aux rêves de paix.

Un homme était assis sur le bord du chemin ; il avait le sourire tranquille de ceux qui ont achevé la tâche fertile.

Le soldat marchait lentement. A regret.

Mais les voix se faisaient plus pressantes, les souvenirs se précisaient. Les menaces aussi...

Pourtant, la terre était chaude et grouillante de vie !

Pourtant, il sentait son cœur battre régulièrement.

Les fantômes prenaient des formes terribles. Il voyait des gibets, et des juges grotesques, et des foules imbéciles qui le haïssaient !

Mais l'arbre chargé de fruits inclinait vers lui en un geste d'offrande ses

branches lourdes ; mais le ciel était pur et le soleil si chaud...

On lui avait dit que désertier est un crime... et que tuer est un honneur... Tuer ! Tuer ! Il faut tuer pour vivre. C'est la loi.

Le soldat s'était arrêté.

Pensif, seul.

Alors encore une fois des horizons sans fin et mystérieux de sa mémoire douloureuse accoururent les dogmes, les écrits, les proverbes ; et de ces lambeaux de phrases surgissaient tous les visages familiers, tous les visages amis et ennemis. C'était une meute silencieuse et terrible qui s'accrochait à sa proie avec rage, avec obstination et persévérance.

Puis il vit les champs de meurtre, et les hommes évanescents qui hurlaient, et les villes qui flambaient, et les femmes écrasées sous les ruines et les membres éparés et les entrailles dispersées sur les pierres brûlantes.

Décidément, l'escroquerie était formidable.

Et il éclata d'un rire terrible.

Il prit sa mitrailleuse et la jeta au loin, furieusement.

Et il partit tranquillement vers les lueurs mourantes du soir.

ERIC-ALBERT.

Le mythe de l'égalité

DANS tous les pays où s'est accomplie une révolution bourgeoise, les fabricants de constitutions ont branché bien haut le drapeau de l'égalité, de la justice, de la liberté, etc. Ils ont dit : « L'égalité, c'est le droit pour tous d'être représentés au gouvernement de l'Etat pour un temps déterminé. »

L'égalité politique ainsi définie s'est révélée insuffisante à fonder des rapports libres entre les hommes. Ils demeuraient soumis à la contrainte économique ; pour les ouvriers, celle du salaire ; pour les fabricants, celle du marché et des crises ; pour les paysans, celle de la récolte et des prix.

C'est alors que le socialisme a proposé de lutter contre ces maux en faisant intervenir l'égalité économique. Selon les écoles, cette égalité devait remplacer l'égalité politique ou simplement l'accomplir.

Quelle peut être la position anarchiste en face de cette idée ?

On peut dire que le poids de deux cailloux est égal ou inégal. Il ne viendra à personne l'idée de déclarer égaux ou

inégaux — de comparer — la surface d'un terrain et le poids d'une pierre.

De même, les hommes réels sont si différents entre eux qu'il n'est pas possible de parler de leur égalité tant qu'on les considère comme des hommes entiers, vivants, concrets. Il n'est pas possible de parler de leur égalité : en tant qu'individus réels, ils ne sont pas comparables.

Lorsque les bourgeois parlent de l'égalité humaine, ils leur faut donc recourir à quelque chose qui n'est pas dans les hommes réels pour mesurer cette égalité. Ce quelque chose de non humain, ce sera l'Etat. L'homme réel est escamoté ; on ne le considère plus que par rapport à l'Etat. Le bourgeois déclare que les hommes sont égaux lorsqu'ils ont les mêmes droits électoraux, lorsqu'ils peuvent tous en théorie devenir représentants du peuple, ministres, lorsqu'ils payent les mêmes impôts. L'égalité bourgeoise de tous les hommes consiste à ce que tous les hommes jouent la même fonction étatique. C'est une égalité non d'hommes réels, mais d'engrenages de l'Etat ; une égalité de citoyens.

Que veux-je donc dire maintenant en réclamant l'égalité économique, et non plus politique ?

On l'a vu, l'homme réel ne possède rien en lui qui permette de le déclarer égal ou inégal à un autre. Si je réclame l'égalité économique, c'est, je me dresse contre la duplicité de l'égalité politique, que je permet à mon patron de m'exploiter en accord avec la loi. Je proclame que je suis le seul maître de mon travail. Mais comme les hommes réels n'ont rien en eux qui permette de les comparer, l'égalité économique suppose, une fois de plus, que le comparé ne soit que des hommes réels, mais des hommes considérés comme des organes d'autre chose : de la production économique, de la répartition économique.

L'égalité politique, c'était l'homme considéré comme une fonction étatique. L'égalité économique, c'est l'homme considéré comme une fonction productive et consummative. Elle consiste en ce que tous les hommes jouent la même fonction vis-à-vis de l'économie. Là encore, il ne s'agit pas de l'homme réel, concret, vivant.

Je puis donc fort bien imaginer une société où règne l'égalité politique et où l'homme réel, c'est-à-dire l'homme qui jouit de tous les hommes soient égaux par rapport à l'Etat et par rapport à l'économie. Cette société sera une démocratie « réelle », mais l'homme réel restera en dehors de cette société, et écarté par elle.

Ainsi, l'égalité économique du socialisme, proposée comme fin en soi, n'est absolument pas satisfaisante. Toute égalité entre hommes n'est qu'un rapport entre l'homme et quelque chose de non humain, par suite un obstacle au développement, à l'épanouissement de l'homme réel, une autorité. L'inégalité économique est évidemment encore plus antihumaine, puisqu'elle ajoute à un rapport antihumain de l'homme à l'économie un rapport antihumain entre eux : l'exploitation. Il faut dépasser la revendication du socialisme : égalité économique, dans une formule qui n'accepte pas non plus l'inégalité. Toute comparaison des hommes entre eux est recour à autre chose qu'à l'homme. Il nous faut élever un tel recours, construire un monde où puissent s'épanouir les individualités concrètes. Il ne nous faut plus un monde concret, c'est-à-dire un monde où tous les hommes doivent jouer la même fonction vis-à-vis d'une puissance inhumaine qui fonde leur égalité, mais un monde fédératif libérateur.

MICHEL.

AI COMPAGNI IN FRANCIA

In seguito ad intese dirette coi compagni del « Libertaire », tutti i fondi destinati al « Libertaire », per pagamento giornaliero o sottoscrizione dei compagni e gruppi residenti in Francia o all'estero, possono essere indirizzati al nostro indirizzo del « Libertaire », ROBERT JOULIN, 145, QUAI DE VALMY, PARIS X^e, indicando chiaramente la destinazione delle somme ed i nomi dei contribuenti, che i compagni del « Libertaire » ci trasmetteranno mensilmente per la pubblicazione.

Faciamo viva preghiera ai compagni impossibilitati finora a farci le loro rimesse, a voler sollecitamente usare della facilitazione per prestatari valido aiuto nella nostra opera.

Service de Librairie

ROMANS D'AVANT GARDE ET DOCUMENTS

A. Koestler : Croisade sans croix, 160 fr. La lie de la Torie, 240 fr. ; Le Testament espagnol, 180 fr. ; La Tour d'Ezra, 270 fr. — A. Sergent : Je suivis ce mauvais gar çon, 110 fr. — Oiro Alegria : La Symphonie péruvienne, 300 fr. — W. Russell : Vain d'orange, 300 fr. — J. Blano : Confusion des peines, 255 fr. — Joyeux, fais son fourbi 255 fr. ; Le Temps des Hommes, 300 fr. — Victor Alba : L'Inconnu espagnol, 140 fr. — J. Humbert : Sous la Ca goulle, 50 fr. — R. Bonnet : A l'école de la Vie, 100 fr. — Lorient : Fleur de Public, 120 fr. — Han Ryner : Pace au Public, 200 fr. — R. Wagner : La Tétralogie, 250 fr. — M. Alberty : Les Coupables, 180 fr. — Devaldes : Des cris sous la meule, 40 fr.

BIOGRAPHIE — SOUVENIRS

Lorient : E. Reclus, 30 fr. — Kaminski : Bakounine, 120 fr. — Hem Day, Francisisco Ferrer, 30 fr. — de Planche : Louise Michel, 150 fr. — Sainte-Beuve : Vie de Proudhon, 180 fr. — L. Lecoin : De prison en prison (3). — J. Humbert : Eugène Humbert Sa vie, son œuvre, 350 fr. — Jules Valles : L'Enfant, 85 fr. ; Le Facteur, 85 fr. ; L'Insurgé, 85 fr. — Gabriel Giroud : Paul Robin, 180 fr. — Jeanne Humbert : Gabriel Giroud, 50 fr. — E. Bonan : Souvenirs d'enfance, 30 fr. — S. Faures : Sacco et Vanzetti, 5 fr.

CHANSONS — POESIES

R. Ayo : Chansons sans musique, 125 fr. — Traductions de A. Robin : Poèmes Hongrois d'Ady, 30 fr. ; Poèmes russes de Boris Pasternak, 30 fr. — Les Chansons du petit campion (lexique de bons mots), 100 fr. — O. Olivan : (en espagnol). Le Romancero de la Libertad, 75 fr.

RELIGION, CLERICALISME

V. Hugo : Ils vendent Jésus-Christ, 30 fr. — Le Christ au Vatican, 12 fr. — Han Ryner : Les cruautés de l'Eglise, 20 fr. ; Les laideurs de la religion, 25 fr. ; L'Eglise devant ses juges, 125 fr. — Dr Spéhl : La création, Souvenirs Lourdes et la Suggestion, 50 fr. — F. Turmel : La Bible expliquée, 75 fr. ; Le Saut de Turin, 40 fr. ; Les Religions, 75 fr. — P.-F. Proudhon : Le Christianisme et l'Eglise, 30 fr. ; Dieu, c'est le mal, 20 fr. — L. Fraterre : Les Progrès du christianisme, 15 fr. ; Sottises et

erreurs ou catéchisme, 40 fr. — D. Zetten : La Tyrannie Clericale, 15 fr. — Moutier-Roussel : Le Christ, 40 fr. — S. Faure : Les douze preuves de l'existence de Dieu, 10 fr. ; La Fausse Rédemption, 10 fr. ; L'Eglise à menti, 40 fr. ; La Naissance et la mort des Dieux, 45 fr. ; Le Dieu que je nie et combats, 4 fr. — L'Imposture Religieuse, 230 fr. — Les singes : L'Irreligion de la Science, 120 fr. — Voltaire : Ecasons l'Infâme, 75 fr. ; J. Most : La Peste religieuse, 10 fr. — J. Aouss : Le Christ légendaire n'a jamais existé, 5 fr. ; L'Eglise et la Sorcellerie, 40 fr. — Cotremeyr Religion et Sexualisme, 75 fr. — Chamilly : Lettres d'amour d'une religieuse, 60 fr. — J. Charaz : La Fallite des religions, 125 fr. — G.-W. Foote : Histoire des Vierges mères, 50 fr. — P. Langevin : La Libre Pensée et la Science, 15 fr. — G. Manoli : Une Société secrète catholique, 15 fr. — R.-O. Ingersoll : Qu'est-ce que la Religion, 15 fr. — R. Martin : La Tyrannie des prêtres, 30 fr. — Abbé Daniel : Le Baptême de sang, 15 fr. — Haecel : L'Homme ne vient pas de Dieu mais du Singe, 20 fr. — J. Marestan : L'Impudicité religieuse, 60 fr. — Lorient : Les Jésuites, 30 fr. ; L'Eglise contre les travailleurs, 30 fr. ; Dieu reconnaît les siens, 60 fr. ; L'Eglise et la Limitation des naissances, 40 fr. ; Les livres secrets des confesseurs, 30 fr. ; Les secrets des Jésuites, 25 fr. — Lourdes, 20 fr. ; La Bible Comique, 150 fr. ; La Vie Comique de Jésus, 150 fr. ; L'Eglise et l'Amour, 75 fr. ; L'Eglise et la guerre, 75 fr. ; Les crimes de l'Inquisition, 35 fr. — Jean Cottereau : L'Eglise et Pétain, 120 fr. ; La Cité sans Dieu, 60 fr. ; Diderot : La Religion, 150 fr. — Musguini : L'Homme et la Divinité, 30 fr. — V. Vergnaud : Histoire sincère des Religions, 150 fr. — A. Abecassis : La honte des siècles, 150 fr. — S. Faure : Les Crimes de Dieu, 30 fr.

Pour les frais d'expédition, joindre 20 francs par livre et 6 francs par brochure, plus 20 francs par envoi recommandé.

Pour les Pays autres que la France et les Colonies, nous demander les frais d'expédition.

Ne pas répondre des pertes postales si le colis n'est pas recommandé.

Envoyer les fonds à Joulain Robert, 145, quai Valmy, Paris-10^e, C.C.P. 5661-78.

A Brest Action ouvrière

A la suite du débrayage qui eut lieu le mercredi 15 sept. dans l'après-midi à l'arsenal pour protester contre l'augmentation du prix du pain, prologue à d'autres hausses, la quasi-totalité des ouvriers de cette corporation a décidé la grève illimitée.

En pensant justement que l'insuffisance des conditions de vie intéressait non seulement les ouvriers de l'arsenal de Brest, non seulement ceux de Brest, mais l'ensemble des travailleurs en France, les compagnons en lutte décidèrent dans la réunion qui suivit le débrayage d'alerter localement et nationalement leurs organisations.

Aujourd'hui vendredi, à l'ensemble de l'arsenal qui continue la grève malgré les différentes tactiques employées par les bureaux de F.O. et de la C.F.T.C. pour briser l'ardeur des travailleurs, se sont joints les gars du bâtiment, de la métallurgie, de la pêche, des produits chimiques, les inscrits maritimes, ce qui fait déjà une masse imposante se chiffrant dans les 15.000.

Ce soir se réunissent d'autres corporations : cheminots, éclairage de France, communaux, alimentation pour décider quelle doit être leur attitude et, pour ma part, je ne doute pas de leur entrée dans la bataille.

Dans ce conflit, aux côtés de la C.N.T. qui est nettement prépondérante, la jeune C.N.T. pacifique de toutes les forces et par l'un de ses militants a fait entendre à plusieurs reprises et a indiqué quelles étaient les revendications immédiates que le prolétariat de ce pays devait poser.

La C.N.T. est représentée au sein du Comité de grève et conformément aux décisions de son assemblée générale, œuvre pour l'aboutissement des revendications trop faibles, beaucoup trop faibles à notre avis qui furent adoptées par les milliers de grévistes.

Car nous savons que ces revendications, mêmes les nôtres, ne posent qu'une partie des droits que tout homme ou femme doit avoir.

C'est justement pour cela que la C.N.T. s'adresse à tous les travailleurs en les invitant à agir vigoureusement non seulement pour obtenir des avantages immédiats et à se préparer très sérieusement à prendre en mains l'administration d'une société dans laquelle l'exploitation de l'homme par l'homme n'existera plus.

A.-L. L.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

LA C.N.T. ET LA DEROUTE du syndicalisme en France

EN présence du problème posé par la diminution du pouvoir d'achat des salaires, une sorte d'unanimité se réalise du côté des salariés. Au moment où le besoin s'impose, chez le travailleur, le consommateur l'emporte sur le partisan de telle ou telle centrale syndicale. La nature reprend ses droits, et les préférences politiques sont mises en veilleuse au profit des préoccupations matérielles plus pressantes. En dépit de ce qui sépare artificiellement les centrales syndicales réformistes, leurs adhérents se mettent d'accord sur des revendications qui leur sont communes à tous sans distinction d'appartenance, et il en résulte que de grands événements syndicaux semblent se préparer.

Cependant, la C.N.T., tout en prenant part à l'action ou en la déclenchant, ne peut s'associer automatiquement à tout ce qui se fait. Elle ne peut, sous prétexte d'être présente à tout prix, pactiser avec ceux pour lesquels le syndicalisme est un métier et la politique un moyen. D'autre part, en raison de sa faiblesse numérique, elle ne peut affirmer par avance qu'elle impulsera, puis orientera un mouvement d'envergure entièrement par elle-même. Devant son actuelle impuissance et l'ampleur de l'événement pressenti, une fraction de ses militants se tourne vers des solutions faciles et dangereuses

dans l'espoir d'élargir une sphère d'influence qu'à bon droit ils jugent insuffisante. Ne parle-t-on pas, dans certains milieux, d'en faire une organisation officiellement représentative, comme le sont les autres confédérations ? Cela pour faciliter son développement.

La stagnation actuelle de la C.N.T. est pénible, mais sa disparition dans le marais de la légalité serait un désastre. Il est vrai que l'action directe des travailleurs aboutit toujours, quand elle porte sur des revendications immédiates, à des pourparlers, à des négociations avec le patronat, avec l'employeur, même si celui-ci est l'Etat. Y a-t-il dans cela quelque chose de réformiste ? Dans la forme, certainement. Dans l'esprit, point forcément. A la suite, ou au cours d'une grève, lorsque le travailleur, après avoir fait jouer sa force (force d'inertie), il en revient finalement à traiter avec lui (il ne s'agit en l'occurrence que de la grève revendicatrice et non expropriatrice). Ici la négociation et se fait à chaud, elle s'identifie à la lutte, et ne se confond pas avec l'acceptation d'un régime qui rend cette lutte inévitable. Elle tend à consolider la position du travailleur sans l'engager vis-à-vis du système qui l'opprime. Elle laisse chacun sur ses positions alors que le syndicalisme qui

est le nôtre, parce que révolutionnaire, sans désespérer sur le plan immédiat, continue son action pour la transformation complète des rapports sociaux, pour la révolution sociale.

Par contre, l'organisation officielle représentative siége dans les Conseils économiques de la machine gouvernementale et oppressive, elle fait antichambre dans les ministères, engage (ou prétend engager) la responsabilité ouvrière dans des décisions gouvernementales, elle est représentée aux Conseils des Prudhommes, etc. elle entretient une controverse pacifique et permanente entre l'Etat et le salariat, qui s'en trouve limité dans sa liberté de mouvements. Elle intègre la Confédération des Travailleurs à la structure de l'Etat. Sous le couvert d'améliorations de la condition ouvrière le plus souvent illusoire, elle donne au travailleur l'impression, tout comme le suffrage universel, qu'il est quelque peu maître de ses destinées. Par elle, le représentant confédéral, dans le domaine syndical, devient ce qu'est le député sur le plan parlementaire : un législateur. Elle trompe le travailleur sur sa position dans la lutte sociale et fait naturellement passer à l'arrière-plan la transformation rapide et profonde des rapports sociaux. Le syndicalisme s'éloigne de la voie révolutionnaire dès qu'il s'accommode d'un tel expédient, et la révolution ne devient plus, pour lui, qu'un sujet de dissertation, une chose dont on parle pour un avenir lointain, mais dans l'immédiat, elle ne compte plus, puisque l'action directe et révolutionnaire perd ses droits.

La C.G.T., qui fut être violemment révolutionnaire, devient réformiste du jour où, pour gonfler le nombre de ses adhérents, elle oublie ces vérités premières. Si la C.N.T., elle aussi tentée par le nombre et la fausse facilité, commencent à employer les mêmes méthodes, elle aboutirait inexorablement au même résultat : sa disparition pure et simple en tant qu'organisation susceptible d'œuvrer pour la révolution.

La C.N.T., à la veille de son Congrès, se voit donc mise en demeure de choisir entre deux voies : celle du réformisme, mais alors, pourquoi avoir quitté la C.G.T. ? et celle de la révolution. Il est permis d'espérer qu'elle s'engagera sur la deuxième, mais encore il ne suffira pas d'affirmations théoriques. Elle se développera et ne retrouvera du prestige qu'en ne surestimant pas le danger d'être dépassée dans l'action par un afflux toujours possible d'adhésions sans se compromettre.

COMMUNIQUE F.A.

2^e Région. — Assemblée générale, salle Lancy, le dimanche 26 septembre. Matin : Séance de travail réservée aux délégués des groupes (salle C), 9 h. 30. Après-midi : Assemblée générale d'information et de discussion (salle G), 14 h. 30.

Les travaux se feront sur la base de l'ordre du jour adopté lors de la dernière assemblée tenue au Palais de la Mutualité le 11 septembre. Vu l'importance de cette assemblée et les circonstances actuelles, nous espérons que les militants assisteront nombreux et permettront ainsi un travail utile et efficace sur le plan de la région parisienne.

LEZANT.

THOREZ, fourrier du gaullisme ?

(Suite de la 1^{re} page)

date non fixée : il fut adopté par l'Assemblée Nationale à une faible majorité, et grâce à l'abstention communiste. Là, les communistes avaient marqué par leur silence qu'ils entendaient voir se poursuivre le duel entre De Gaulle, favorisé éventuellement des élections, et les Démocrates qui redoutent la « consultation populaire », sans intervenir dans la bagarre.

Le Conseil de la République, fidèle à sa tradition d'opposition à l'Assemblée, et de plus pénétré par les influences radicalo-gaullistes, rejeta le projet Font-L'Espérance et déclama impérieusement les élections pour octobre.

Le texte revint donc devant l'Assemblée Nationale, et semblait destiné à être purement et simplement rejeté par elle en seconde lecture. Les élections n'auraient donc pas eu lieu, et les « démocrates » respiraient pour leurs sinécures électoraux. Mais, subitement, le parti commu-

niste lança une bombe dans l'Assemblée : « Nous sommes pour les cantonales », déclara M. Jacques Duclos dans un noble souci de la voix populaire. Atterrément général : la majorité était renversée, le parti communiste sorti de sa réserve pour porter un coup perfide à la 3^e Force et faciliter la « consultation populaire » réclamée par le R.P.F.

Il apparaît donc, pour l'instant, que les cantonales auront lieu en octobre si les communistes ne modifient pas leur position. Les communistes ont rompu la balance en faveur de l'appoint-dictateur, tandis que celui-ci compte ses troupes par correspondance. Au mépris de toute politique d'équilibre des rivaux, le fascisme rouge s'est porté au secours du fascisme étroit. Et l'on songe aux scènes qui ont précédé la défection de Prusse Orientale où les communistes ont fait bloc avec Hitler contre les Sociaux-Démocrates.

Le Kominform veut-il se faire le champion d'une nouvelle « résistance intérieure » contre le gaullisme, afin de préparer l'arrivée des « libérateurs » russes ? Le machiavélisme du Parti Communiste dépasse l'entendement. Mais, au moins, une chose est claire : un parti dictatorial n'a jamais été l'obstacle à l'avènement d'une dictature. Voter pour Thorez contre De Gaulle, c'est ne pas vouloir ouvrir les yeux.

MICHEL.

A LA S.N.C.F.

Dans la galerie de la hiérarchie

La direction de la S.N.C.F., la plupart des directions régionales et des services de divers arrondissements sont à la solde ou à la remorque des politiciens et en particulier des staliniens et de leur appendice la C.G.T.

Nous nous proposons de passer en revue tous ces messieurs et, conformément au « protocole officiel », à tout seigneur tout honneur, commençons donc par M. Maurice Lemaire, directeur général de la S.N.C.F.

M. Maurice Lemaire, fils d'instituteur, naquit un beau jour de 1895 à Gerbépal dans les Vosges. (Nous ignorons si à cette époque il possédait une opulente chevelure). M. Lemaire fit ses études à Polytechnique et entra aux chemins de fer en 1921, comme par hasard au lendemain de la fameuse grève des cheminots que beaucoup de copains payèrent de leur personne. En étudiant de près cette année 1921, M. Lemaire pourrait peut-être nous fournir de plus amples renseignements.

Donc à 28 ans, M. Maurice Lemaire fit ses premiers pas, si l'on peut s'exprimer ainsi, dans le métier de cheminot comme chef de district à Saint-Just-en-Chaussée, sur le réseau Nord-Picardie, il est nommé rapidement chef de section à Saint-Omer. En raison de ses bons et loyaux services. On sait ce que ça veut dire.

Après un passage au Service central de l'entretien à Paris et aux ateliers d'Erment, M. Maurice Lemaire se retrouve chef d'arrondissement à Valenciennes.

Hiérarchie !... Hiérarchie !... Hiérarchie !...

M. Lemaire étant un grand spécialiste dans l'art de faire travailler les autres, fut alors détaché au réseau de l'Etat pour y faire appliquer les procédés nouveaux de soufflage mesuré.

C'est alors que commence la « grande carrière ». En 1937, alors que le Front Populaire est au pouvoir, alors que les staliniens sont à deux doigts d'être les maîtres du pavé, comme par hasard encore, M. Maurice Lemaire est nommé à Alsace-Lorraine comme ingénieur en chef adjoint au Service de la voie et lors de la constitution de la S.N.C.F., il devient ingénieur en chef au Service central des installations fixes.

En septembre 1939, au moment où la guerre éclate avec l'Allemagne, toujours comme par hasard, M. Lemaire est nommé sous-directeur à Strasbourg. Pendant l'offensive allemande dans les Flandres, M. Lemaire commande les chemins de fer de campagne.

Pourquoi pas, après tout. Il y en avait bien d'autres qui commandaient à cette époque.

Après l'armistice de 1940, il est nommé directeur des Services de la reconstruction.

Pétain était au pouvoir. Mais qu'importe le régime, il fallait bien... faire travailler les autres, que diable, pour gagner sa vie.

En mars 1944, nous retrouvons M. Lemaire non pas à Dachau ou dans une prison nazie. M. Lemaire a su travailler pour « la patrie » et il a réussi ce magistrat tour de force de se faire nommer directeur de la région Nord... au nez et à la barbe de « l'occupant ».

Enfin, la « libération » arrive. Tournemaine et la grande noblesse stalinienne prennent la tête de la Fédération des Cheminots. Tournemaine devient membre du Conseil d'administration de la S.N.C.F. et M. Maurice Lemaire, toujours par hasard, est nommé le 10 octobre 1944 directeur général adjoint de la S.N.C.F., puis directeur général début 1945.

On peut donc être assuré, après la brillante carrière de M. Maurice Lemaire, que celui-ci est un technicien aimant bien son métier et qu'il a horreur de la politique, surtout de la politique... stalinienne.

R. S.

De l'intercorporatisme C. N. T. de Brest

Devant la situation tragique dans laquelle se débat la classe ouvrière, la C.N.T. de Brest proclame la nécessité d'une organisation se réclamant des principes de l'A.I.T. amenant la disparition d'une société basée sur le salariat et le patronat et son remplacement par celle basée sur les principes égalitaires.

Elle déclare que, dès maintenant, tout syndicaliste aspirant aux mêmes buts doit venir se joindre à nous et travailler à l'œuvre commune.

Face aux nécessités du moment, elle revendique :

- 1^o Réévaluation des salaires sur la base de 27.000 fr. pour 173 heures mensuelles.
- 2^o Echelle mobile.
- 3^o Diminution des catégories réduites à 3.
- 4^o Suppression des impôts sur le salaire.
- 5^o Congés payés : un mois de congé pour tous, un mois et demi pour les moins de 20 ans.
- 6^o Retraite pour tous à 50 ans d'âge et 25 ans de travail.

Elle invite le congrès confédéral de la C.N.T. à faire siennes ces revendications.

Ils ne font pas de politique

Lu dans la « Tribune des Cheminots », organe de la Fédération des 1946 :

« Extrait du « Journal officiel », séance de l'Assemblée nationale du 10 août ».

M. le Président : Un orateur a toujours le droit de répondre au Président.

M. Marc Dupuy (député) : C'est ce que je tiens à faire observer à l'Assemblée. A moins qu'on ne l'ait dit maintes fois aux députés COMMUNISTES.

Ainsi, malgré les avertissements de notre camarade Dupuy MANDATE PAR NOTRE FEDERATION...

Député communiste, mandaté par la Fédération C.G.T. des cheminots... A part ça, on ne fait pas de politique à la C.G.T.

SOURIAUT

Le minimum vital

Depuis 1936, et particulièrement depuis la Libération, les syndicats se sont attachés à fixer un minimum vital qui, comme sa formule l'indique, est la somme de salaire au-dessous de laquelle le salarié est censé ne plus pouvoir vivre. Cette notion relativement récente est syndicale, elle n'est pas anarchiste, mais force nous en est d'adhérer au principe puisque, hélas ! le régime capitalistique, bien qu'il moribonde, continue. Le minimum vital est, pour nous, le premier pas fait par la classe ouvrière pour empêcher le patronat et l'Etat de « salarier » comme bon leur semble, au gré des circonstances. Ce chiffre fluctuant est la borne de sauvegarde du salarié, du décent, du sans spécialité. Variable suivant les pays, point de départ des revendications de masse, il doit être l'une des marches conduisant à l'émancipation totale des travailleurs.

Si, en France, les gouvernements, fan- toches et prévaricateurs astreignent la classe ouvrière à ne vivre qu'autour du minimum vital, à faire de celui-ci un salaire maximum type, aux U.S.A. les centrales syndicales ont réussi à se dé- cramponner du chiffre fatidique par l'action directe. Le travailleur américain, qui est de 4 cents de l'heure (soit 100 francs au cours), mais il est, surtout, payé beaucoup plus (1). Ne vivant ni de chimères ni de statistiques — et ne reconnaissant pas pour autant le système économique présent — nous allons étudier plus en détail comment est calculé ce minimum vital et pourquoi les chiffres avancés par les différentes centrales syndicales ne nous satisfont pas.

Les éléments de calcul sont l'alimentation, l'éclairage, le chauffage, le loyer, l'habillement, le linge, la literie, les économies pour vacances et divers (tabac, T.S.F., cinéma, lecture, transports, journaux, etc.). A ces éléments correspondent bien entendu des chiffres — estimés à la limite, c'est-à-dire plus bas — et lorsqu'à la somme de ces divers chiffres on ajoute les impôts cédulaires et les cotisations de Sécurité

sociale, on obtient enfin le minimum vital.

A la C.G.T., voici comment est calculé le minimum vital : alimentation, 8.257 francs ; éclairage et chauffage, 855 fr. ; loyer, 316 fr. ; habillement, 1.250 fr. ; divers, 2.481 fr. Ce qui donne 12.459 fr. pour 173 heures de travail effectif.

Au Cartel de baisse (1), c'est-à-dire au Consortium C.G.T.F.O.-C.G.C.-C.F.T.C., autre mode, autres chiffres : alimentation, 5.663 fr. ; éclairage et chauffage, 684 fr. ; loyer, 537 fr. ; habillement, 2.190 fr. ; linge, 318 fr. ; divers, 2.278 fr. ; cotisations, (1) 100 fr. ; va- cances, 3.892 fr. divisés par 12, 325 francs, auxquels viennent s'ajouter 1.295 francs d'impôts et assurances sociales, soit au total 13.390 francs pour 200 heures de travail effectif (2).

Constata-t-on de suite que Force-Ouvrière abandonne d'emblée le principe des 40 heures — dont acte ! — tandis qu'à la C.G.T. on passe sous silence le paiement des impôts cédulaires et des assurances sociales. Pour ce qui est de la nourriture, à F.O. on nous mange que pour 180 fr. par jour alors qu'à la C.G.T. on s'empiffre pour 275 francs. De chiffre en chiffre, on peut affirmer que l'on se chauffe mieux à la C.G.T. qu'à F.O., que l'on paie moins de loyer quand on est « konformisé » (3.792 fr. par an) que lorsqu'on est « waltristité » (6.444 fr.), que l'on s'habillement moins bien chez Frachon (l'on s'habille mieux, que l'on ne dort pas et que l'on ne porte ni chemise ni caleçon chez les partisans de la hausse (rien n'est affecté pour le linge et la literie dans le calcul céditaire) alors que l'on se vautre dans le linge et que l'on porte des dessous connus pour 318 fr. par mois chez ceux de la baisse. Les « divers » s'équilibrent sensiblement — bien qu'à la C.G.T. on semble exprimer quelques désirs de plus — alors que les ouailles du citoyen Bouzanquet partent en vacances avec la somme royale de 3.892 fr. en poche et que celles du camarade Montmousseau restent chez elles pendant toute la durée des congés payés.

Tout cela est bel et bon mais ne correspond aucunement à la réalité (3). Un mien ami, bon ouvrier métallurgiste, avec qui je discutais il y a peu de jours, me disait : « Je gagne à peu près 16.000 fr. par mois (c'est avant chose que le minimum vital, n'est-ce pas ?) mais je loge en hôtel et dois manger au restaurant (défense de faire la cuisine et de la lessive) Je paie ma chambre 1.850 fr. par mois et 740 fr. le repas, pourboire compris. Ce qui me fait très

exactement 10.250 fr. de dépenses nécessaires par mois, plus mon café et mon journal le matin, plus mon métro pour aller au travail, plus mon blanchissage. Quand je veux « sortir » ou faire ressembler mes chaussures, je mange à la cantine de l'usine le midi et je me tape plusieurs mois de suite un casse-croûte au lieu d'aller au restaurant. J'ai le malheur de ne pas être Dédé la Boulange ou Joanovitch... Je gagne 16.000 fr. par mois ! Mais les autres, les économiquement faibles, les malades, ceux qui n'en touchent que 10.500 ?

Car les chiffres avancés par les diverses centrales syndicales sont des propositions. Le minimum vital est actuellement de 10.500 fr. par mois ! Salaires de famine, même pas une allocation de chômage ! Et pendant que le monde ouvrier crève de faim, que le monde d'usine ou de bureau ne voit plus, pour pouvoir donner à manger à ses gosses, que de faire le trottoir, et que le manœuvre ose à peine rentrer chez lui tant son enveloppe de paie est mince, des commerçants, des maqui- gonniers, des imprudents de tout poil roulent vers les plages ou les boîtes de nuit en Chrysler dépassant le million. Juste image d'un monde finissant où le travail est bafoué, dévalorisé, méprisé par ceux-là mêmes qui jouissent sans produire, avec ostentation, comme par provocation... Ah ! ils ont bonne mine, les syndicats, avec leur minimum vital, somme de 13.390 ou 13.459 fr. mensuels.

Nous demandons la semaine dernière 5.000 fr. de prime de vie chère au lieu des 3.000 fr. réclamés par les « syndi- cates ». Au train où vont les choses, c'est 7.500 fr. qu'il nous faut, 7.500 fr. non hiérarchisés ! Ce qui amènerait le minimum vital au chiffre décent et « ex- agéré » de 18.000 fr. avec application immédiate de l'échelle mobile. Et tant mieux si le franc croule, si l'inflation détruit le frêle équilibre du système. Nous n'avons que notre viande à défendre. Le peuple n'en peut plus. Vive la révolution sociale !

J. BOUCHER.

(1) Et les élections présidentielles arrivant, le candidat Truman a proposé au Congrès que ce minimum passe de 40 à 75 cents ! D'où une réévaluation générale des salaires.

(2) Ces chiffres sont valables pour une personne.

(3) Il suffit de comparer les diverses sommes allouées par article avec les prix de détail sur le marché pour se rendre compte qu'il s'agit de la plus haute fantaisie (escalope à 720 fr. le kg., vin à 80 fr. le litre, etc.).

Réunions Publiques et Contradictaires Fédération Anarchiste

- 2^e REGION
- PARIS 5^e et 6^e : Palais de la Mutualité, salle G.S.C., 2^e étage, Métro : Maubert-Mutualité. le Vendredi 24 Septembre à 20 h. 45
 - SYNDICALISME POLITIQUE ET SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE par Maurice JOYEUX
 - PARIS III^e ET X^e : Café des 2-Hémisphères, 54, rue du Château-d'Eau. Mercredi 29 septembre, à 20 h. 30
 - La question palestinienne Orateur : Fernand GRENIER
 - Paris-Ouest, salle Tretaigne, 7, rue de Tretaigne, Paris-8^e. Vendredi 1^{er} Octobre 1948, à 20 h. 30
 - Du marasme économique à la grève gestionnaire ouvrière Orateurs : FONTAINE, JOYEUX

- Paris-Ouest, le Balagny, 79, avenue de St-Ouen. Vendredi 8 octobre 1948, à 20 h. 30. Le sort des travailleurs en U.R.S.S. Orateur : MARZINO
- 12^e REGION
- MARSEILLE (F.L.) — Bar Artistic, 8, cours Thierry. Vendredi 1^{er} octobre, à 19 h. Position, Organisation et Rôle de la F.A. par A. ARRU
- NICE, Salle Carlonia, 9, rue Macarain. Le lundi 27 septembre, à 21 h. La crise actuelle. — La position des Anarchistes Orateur : FONTAINE